

**Conseil économique et social**

Distr. limitée  
25 mars 2011  
Français  
Original: anglais

**Commission des stupéfiants****Cinquante-quatrième session**

Vienne, 21-25 mars 2011

Point 7 de l'ordre du jour

**Situation mondiale en ce qui concerne**

**le trafic de drogues et recommandations**

**des organes subsidiaires de la Commission**

**Iran (République islamique d')\* et Kenya\*\* : projet de résolution révisé**

**Mesures visant à appuyer les efforts déployés par les États  
africains pour lutter contre le problème mondial de la drogue**

*La Commission des stupéfiants,*

*Rappelant* les engagements pris dans la Déclaration politique et le Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue<sup>1</sup>, dont l'objet est de surmonter ce problème à travers des stratégies nationales et internationales,

*Rappelant également* les dispositions de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972<sup>2</sup>, la Convention de 1971 sur les substances psychotropes<sup>3</sup> et la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988<sup>4</sup>,

*Tenant compte* de l'engagement pris lors de la quatrième session de la Conférence de l'Union africaine regroupant les Ministres chargés de la lutte contre la drogue et de la prévention du crime, qui s'est tenue à Addis-Abeba du 28 septembre au 2 octobre 2010, en vue de lutter contre la culture et l'usage illicites de cannabis, de s'employer énergiquement à assurer le contrôle des précurseurs et

\* Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et la Chine.

\*\* Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des États d'Afrique.

<sup>1</sup> Résolution S-20/2 de l'Assemblée générale, annexe.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 976, n° 14152.

<sup>3</sup> Ibid., vol. 1019, n° 14956.

<sup>4</sup> Ibid., vol. 1582, n° 27627.



d'élaborer des mécanismes adéquats de surveillance et de réglementation pour garantir la disponibilité de drogues à des fins médicales tout en restreignant leur disponibilité sur les marchés non réglementés,

*Prenant note avec satisfaction* du Plan d'action révisé de l'Union africaine sur la lutte contre la drogue et la prévention de la criminalité (2007-2012) et de son mécanisme de suivi et d'évaluation,

*Se félicitant* des efforts et des progrès accomplis par les pays africains pour lutter contre le problème mondial de la drogue, notamment de la conclusion du mémorandum d'accord entre l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et la Commission de l'Union africaine, dans lequel les deux organismes sont convenus de s'employer à renforcer les complémentarités de leurs activités et à associer les efforts de l'Office et de l'Union africaine,

*Réaffirmant* l'importance des programmes et stratégies adoptés par les pays africains pour lutter contre le problème mondial de la drogue en tant que contribution aux efforts déployés à l'échelle régionale et internationale,

*Rappelant* sa résolution 45/8, dans laquelle elle a noté que le cannabis était, parmi les drogues visées par ces traités, celles dont il était, de loin, le plus couramment fait abus,

*Rappelant* sa résolution 51/18, dans laquelle elle a invité les États Membres et les organisations internationales compétentes à redoubler d'efforts pour aider les États de l'Afrique de l'Ouest les plus touchés par le problème du trafic de drogues,

*Rappelant* sa résolution 52/3, dans laquelle elle a souligné l'ampleur et la complexité des nouvelles tendances de la contrebande de drogues illicites à travers la région et a pris note des défis qui se posaient aux États africains situés le long des nouveaux itinéraires internationaux de trafic de drogues,

*Rappelant également* sa résolution 53/8, dans laquelle elle a reconnu qu'il importait d'intensifier la coopération internationale, transrégionale et régionale face au problème mondial de la drogue et aux activités criminelles liées à la drogue,

*Se félicitant* de l'action menée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et d'autres partenaires dans la lutte contre le trafic de drogues et la criminalité organisée, en particulier dans le domaine du renforcement des capacités et de l'aide apportée aux États Membres,

*Consciente* de la nécessité, pour les États Membres africains, de s'approprier les programmes élaborés et menés dans leurs sous-régions par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en étroite coopération avec d'autres partenaires, afin d'assurer la viabilité à long terme de ces activités,

*Consciente également* de l'importance des travaux des réunions régionales des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, en tant qu'organes subsidiaires de la Commission des stupéfiants,

*Se félicitant* des résultats de la vingtième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique, en particulier de la recommandation visant à faciliter la mise en œuvre des programmes concernant la réduction de l'offre et de la demande dans la région,

*Profondément préoccupée* par l'absence de ressources suffisantes pour lutter contre le problème mondial de la drogue,

*Réaffirmant* que la lutte contre le problème mondial de la drogue demeure une responsabilité commune et partagée,

1. *Reconnaît* que la coopération internationale doit être efficace et exhorte les États Membres à s'assurer que leurs politiques de réduction de l'offre et de la demande soient intégrées, pluridisciplinaires, synergiques et équilibrées;

2. *Encourage* les efforts que mènent actuellement les États Membres pour lutter contre le problème mondial de la drogue, y compris contre le trafic et l'usage illicite de drogues et pour prévenir le détournement de précurseurs, et continuer de garantir la disponibilité de substances placées sous contrôle à des fins médicales et scientifiques, tout en empêchant leur détournement et leur usage illicite;

3. *Encourage* les États Membres à renforcer la coopération en ce qui concerne l'échange d'informations et l'entraide judiciaire;

4. *Demande* aux États Membres, en étroite consultation avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, les donateurs et d'autres organisations internationales compétentes:

a) De mobiliser des ressources pour améliorer l'application des programmes régionaux, notamment du Plan d'action révisé de l'Union africaine sur la lutte contre la drogue et la prévention de la criminalité (2007-2012) et des programmes régionaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ainsi que des stratégies nationales des pays africains, afin d'appuyer les efforts déployés par les États africains pour lutter contre le problème mondial de la drogue, l'accent étant mis en particulier sur les laboratoires, le système judiciaire, l'élaboration de lois, la détection et la répression, les systèmes de collecte de données et les services chargés de la prévention, du traitement et de la réadaptation;

b) D'aider les États africains à faire face aux problèmes sanitaires et à sensibiliser aux dangers liés à l'usage illicite de toutes les drogues, notamment de cannabis qui, selon le rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2010<sup>5</sup>, reste la drogue dont le trafic et l'usage illicite sont les plus répandus à l'échelle de l'Afrique;

5. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de continuer d'aider l'Union africaine à mettre en œuvre son Plan d'action révisé sur la lutte contre la drogue et la prévention de la criminalité (2007-2012);

6. *Engage* les gouvernements de la région à prendre des mesures efficaces pour continuer de sensibiliser la population, en particulier les jeunes, aux dangers liés à l'usage illicite de drogues;

7. *Exhorte* les autorités nationales à renforcer leurs systèmes juridiques, leurs procédures administratives, les mécanismes de formation et l'appui technique pour contrôler efficacement les drogues illicites et précurseurs utilisés dans la fabrication illicite de drogues;

<sup>5</sup> Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2010 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.11.XI.7).

8. *Prie* le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de lui rendre compte, à sa cinquante-cinquième session, de l'application de la présente résolution.

---